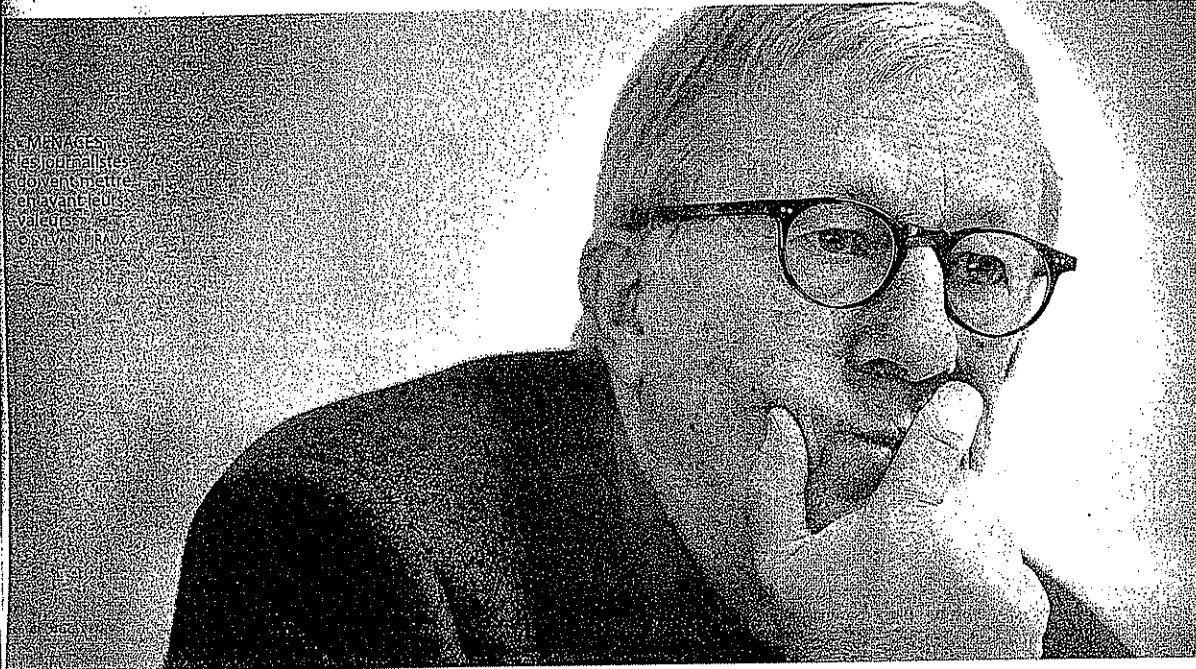


# « La force des journalistes, c'est leur déontologie »

DANIEL CORNU a reçu jeudi le titre de docteur honoris causa de l'UCL. Une première pour un journaliste, à l'heure où la profession est sous pression. Leitmotiv de ce Suisse : l'éthique.



**Daniel Cornu**

Né le 5 août 1939 à Genève, Daniel Cornu a reçu jeudi à Louvain-la-Neuve le titre de docteur honoris causa de l'UCL. La journée, sous l'intitulé « Tous connectés... un levier pour la démocratie ? », a également salué le travail de Solange Lusiku, rédactrice en chef du seul journal indépendant du Sud Kivu au Congo, et Salli Shetty, secrétaire général d'Amnesty International. Successivement journaliste au Journal de Genève (1962-1966) puis à la Tribune de Genève dont il fut rédacteur en chef de 1982 à 1992, Daniel Cornu est aujourd'hui médiateur de presse au sein de son groupe de presse. Depuis 1993, il est professeur d'université. Il a publié plusieurs ouvrages de référence sur la déontologie journalistique, dont « Journalisme et vérité » et « Les médias ont-ils trop de pouvoir ? ». En 2009, il a été nommé président du Comité d'éthique et de déontologie de l'université de Genève.

**UN VRAI GÉNÉRALISTE**  
Les journalistes doivent remettre à jour leurs valeurs.  
par Olivier Mouton

Une première à l'UCL : un journaliste a été fait docteur honoris causa, jeudi. Auteure de plusieurs livres, la Suisse Daniel Cornu est une référence en matière d'éthique et de déontologie.

Nous sommes à un moment charnière dans l'histoire de la presse : baisse de la diffusion, chute de la publicité. Des journaux disparaissent, non des moindres, comme « France Soir » ou « La Tribune ».

On vit en effet un moment de changement important. Il y en a eu d'autres dans l'histoire, au moment de l'arrivée de la radio ou de la télévision. Cette fois, c'est Internet qui menace la presse écrite.

Précisément. Le métier de journaliste est en mutation. On a même parlé un moment des « journalistes citoyens ». Ce qui sauvera la profession, n'est-ce pas sa déontologie, son sérieux ?

Je me suis toujours opposé à l'appellation de « journalisme citoyen », un terme dont l'usage tend heureusement à diminuer. Pourquoi m'y suis-je opposé ? Les gens qui s'expriment sur le Net sont à coup sûr des citoyens, ils sont envie de participer au débat public, mais ils ne sont pas vraiment des journalistes. Tout simplement parce qu'ils n'en appliquent pas les pratiques. Un exemple très simple, c'est la question de la vérification des sources. Un journaliste se doit d'identifier la source d'une information, il doit la recouper par au moins une autre source indépendante de la première. L'internaute qui envoie un contenu n'est

pas tenu à ce genre de précaution.

Les journalistes reconnaissent entre eux un certain nombre de normes professionnelles dont les internautes ignorent tout. Enfin, la profession s'exprime au nom d'un certain nombre de valeurs qui ne sont pas nécessairement partagées par les internautes. Dans mon livre « Journalisme et vérité », j'en ai identifié trois fondamentales. La liberté, tout d'abord, à la fois comme liberté d'examen, d'expression, d'accès et de diffusion de l'information. Cela se traduit par l'indépendance de chaque journaliste, de chaque rédaction, à l'encontre de toute pression. La recherche de la vérité, enfin, avec un certain destin social, un respect de la personne au sens juridique de terme.

Ces valeurs n'ont-elles pas tendance à vaciller avec l'immédiateté de diffusion de l'information, les réseaux sociaux comme Facebook et Twitter ?

Le problème, c'est que les règles déontologiques ont été définies à une époque où les nouvelles technologies de l'information n'existaient pas. Mais Twitter, par exemple, crée-t-il une obligation de reprise par les médias traditionnels ? Il ne me semble pas. Les journalistes doivent regarder ces messages de façon très critiques et, s'ils sont porteurs de faits, procéder aux vérifications indispensables avant de les diffuser. Nous sommes à une période d'apprentissage de ces nouvelles technologies. Les défauts qui apparaissent se résorberont avec le temps.

Le journaliste va chercher l'information, il la recoupe, il lui donne du sens, il la met en contexte et il la hiérarchise.

Quel que soit le support. Est-ce cela qui permettra au métier de perdurer ?

Je rejoins votre définition. Mais Internet provoque quelques pertes. Les journalistes ne sont plus les seuls à raconter le monde. Ils ne sont plus les seuls à pouvoir déterminer l'ordre du jour. Ils ne sont plus les seuls à donner du sens, ce privilège leur est contesté par les experts qui s'expriment directement. Et ils ne maîtrisent plus complètement la hiérarchie des nouvelles : sur les réseaux sociaux, certains types de nouvelles, plutôt plaisantes ou heureuses, prennent le dessus. Comme si les gens en avaient marre d'entendre des horreurs.

Enfin, ce qui est le plus visible en dehors

de ce qui est caché, y compris sur la Toile.

Le journaliste a par ailleurs une grande responsabilité de tri – y compris en rejetant des Twitter –, de mise en forme des contenus, de révélation de choses inédites afin de leur donner de l'audience, de validation aussi... Beaucoup d'acteurs de la Toile sont en attente d'une validation de ce qu'ils apportent. J'ai été frappé d'entendre, lors des événements en Libye, une femme dire : « Nous avons besoin des journalistes ».

Enfin, le dernier rôle du journaliste, que beaucoup considèrent comme dévalorisant, c'est celui d'organisateur de débats.

« Les journalistes reconnaissent entre eux un certain nombre de normes professionnelles dont les internautes ignorent tout »

du métier, c'est que les journalistes sont de moins en moins présents comme témoins privilégiés des événements. Des images amateurs prennent le dessus, la mort de Kadhafi étant l'exemple récent le plus fort. Au risque de briser un chaînon de crédibilité, d'ailleurs, parce que le photographe ou le cameraman assurent eux aussi le respect d'une forme de déontologie.

Que reste-t-il au journaliste, alors ? Mettre de l'ordre dans le chaos ?

Le journaliste n'a rien perdu de ses activités, il n'est plus le seul, il y a d'autres acteurs. Mais il reste le principal observateur du présent capable de mener une enquête.

Gabriel Tarde, un des fondateurs de la psychologie sociale, le soulignait : le journaliste est un formateur d'opinion publique.

Il l'est plus que jamais ?

Plus que jamais ! Ce rôle d'animateur des discussions est fondamental. Même s'il peut paraître a priori moins prestigieux que celui de journaliste d'opinion ou d'information.

Menacés, les journalistes doivent mettre leurs pratiques et leurs valeurs en avant.

Pourtant, dans les enquêtes concernant la crédibilité des institutions, la presse arrive souvent en mauvaise position. N'est-ce pas préoccupant ?

C'est le cas depuis toujours. On ne peut que l'enregistrer. Moi, je revendique quand même mon état de journaliste et c'est cela que je veux mettre en avant en recevant ce doctorat honoris causa, même si j'étais aussi professeur d'université en fin de parcours. Je m'assume complètement comme journaliste même si ce métier est souvent craint ou méprisé. Pourquoi ? Je n'ai pas l'impression d'avoir mené une vie de canaille, même en ayant été dix ans rédacteur en chef.

Mon explication, c'est que le journaliste commet parfois des erreurs, comme tout le monde. Mais il fait tout à ciel ouvert. Quand il se trompe, tout le monde peut le voir. Les erreurs des médias font toujours beaucoup de bruit – depuis les faux charniers de Timisoara, à l'époque, jusqu'aux reportages inventés de journalistes américains. Il y a eu des défaillances, mais elles sont rapidement démontées et assumées. Les autres professions ne reconnaissent pas aussi vite leurs erreurs : essayez de démontrer la réalité d'une erreur médicale, bonne chance !

C'est vrai, certains pratiquent cette profession de façon plus sauve que d'autres. Mais on ne peut pas généraliser leur attitude. Il y a des conseils de déontologie qui rectifient le tir. La presse doit en permanence prolonger sa réflexion déontologique. C'est vital pour elle ! Ce qui est intéressant avec internet, c'est précisément que cela oblige les journalistes à se remettre en question, à veiller plus que jamais à la traçabilité de ses sources, à se poser des questions sur les frontières de plus en plus floues entre vie publique et vie privée, à ne pas relayer certaines informations, aussi. ■

Propos recueillis par OLIVIER MOUTON